

S O L I D A R I T E E U R O P E E N N E

PARLEMENT EUROPEEN

Luxembourg

Bruxelles

S T A T U T S

Secrétariat: Bâtiment Tour, Bureau 19/00, Luxembourg
Tél. : 4300 - 3257 * 6145 - 3257 * Fax + 352 - 76620

S O M M A I R E

<u>Section:</u>	<u>Page:</u>
I Dénomination, siège social	3
II Objectifs	3-4
III Structure	4
IV Assemblée générale	4-5
V Comité exécutif	5-6
VI Commission des ligites	6
VII Commission de Contrôle financier	6
VIII Adhésion, démission, exclusion	6-7
IX Droits et devoirs des membres	7
X Procédure disciplinaire	7-8
XI Collecte et gestion des ressources	8
XII Responsabilité civile	8
XIII Dissolution	8
XIV Relations avec d'autres organisations syndicales	8-9
XV Elections internes	9
XVI Règlement intérieur	9
XVII Dispositions finales	9

I DENOMINATION, BUT, SIEGE SOCIAL

- 1 Il est institué un syndicat dénommé **SOLIDARITE EUROPEENNE - PARLEMENT EUROPEEN'** ouvert à toute personne résolue à défendre ses intérêts en commun et à participer à la construction d'une société d'hommes libres et responsables.
- 2 Le syndicat doit soutenir les efforts de ses membres à promouvoir les biens communs en revendiquant les conditions permettant à chacun d'obtenir ce qui lui est dû selon sa nature et sa vocation.
- 3 Son action est à baser sur les principes de solidarité, de subsidiarité et d'autonomie, et qu'elle est à inscrire dans un vaste mouvement de rassemblement au sein d'une **Confédération Syndicale Européenne**.
- 4 Le syndicat a deux sections: une à Luxembourg et une à Bruxelles.

II OBJECTIFS

- 1 Le Syndicat se fixe comme objectifs:
 - * de défendre les droits professionnels ainsi que les intérêts moraux et matériels de ses membres en luttant notamment pour la création et le développement d'une fonction publique européenne, permanente et indépendante;
 - * de promouvoir la coopération, la solidarité et le progrès du personnel des Institutions dans le cadre d'une solidarité la plus large possible avec le monde du travail;
- 2 Pour atteindre ces objectifs, le Syndicat:
 - * participe aux élections au Comité du Personnel du Parlement Européen, le cas échéant, aux organes consultatifs du Comité du Personnel;
 - * s'emploie à obtenir du Parlement Européen sa reconnaissance en tant que tel;
 - * favorise la formation syndicale de ses membres;
 - * gère les avoirs qu'il estime nécessaires;
 - * établit des liens de solidarité avec le mouvement syndical européen et international;
 - * peut mener, dans le cadre des intérêts de ses membres, toute action légale ou adopter toute autre méthode légale qui pourrait être décidée;
 - * le Syndicat mise en oeuvre de toutes autres actions et l'emploi de tous autres moyens légitimes qui tendent à atteindre les objectifs ci-dessus définis.

- 3 Le Syndicat est indépendant de toutes institutions nationales et internationales, gouvernements, administrations, partis politiques, mouvements confessionnels ou philosophiques.

III STRUCTURE

- 1 Les organes du Syndicat sont:
- * l'Assemblée générale;
 - * le Comité exécutif;
 - * la Commission des litiges.
 - * la Commission de contrôle financier;

IV ASSEMBLEE GENERALE

- 1 l'Assemblée générale est l'organe souverain. Elle définit les grandes orientations générales du Syndicat. Elle se compose de l'ensemble des adhérents en règle de cotisation pour l'année en cours.
- 2 Mode de convocation:
- l'Assemblée générale est convoquée:
- (a) en séance ordinaire une fois par an;
 - (b) en séance extraordinaire;
 - * sur décision d'une section du Comité exécutif ou sur décision du Président et de ses deux vice-Présidents;
 - * sur demande écrite d'au moins 20 o/o des adhérents en règle de cotisation pour l'année en cours;
 - * en cas de démission de la majorité des membres du Comité exécutif.
- 3 En règle générale, la convocation et le projet de l'ordre du jour de l'Assemblée générale sont distribuées au moins cinq jours ouvrables avant la date de réunion prévue. Ce délai est de trois jours francs en cas d'urgence dûment justifiée. Le projet d'ordre du jour est établi par le comité exécutif.

4 Modalités des prises de décisions:

- (a) sauf dispositions contraires des présents statuts et du règlement d'intérieur, les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, la proposition est rejetée;
- (b) dans le décompte des voix sont seuls pris en considération, pour la définition de la majorité, les votes pour et contre;
- (c) le vote s'exprime normalement à main levée, sauf pour la désignation de personnes, auquel cas le vote secret peut être demandé par un(e) adhérent(e) présent(e) à l'Assemblée générale;
- (d) en cas de vote à bulletin secret pour la désignation de personnes, ne sont valablement exprimés que les votes portant le nom des candidat(e)s annoncé(e)s avant l'ouverture du scrutin.

V COMITE EXECUTIF

- 1 Le Comité exécutif, soumis à l'autorité souveraine de l'Assemblée générale, est chargé de la direction et de la gestion courante du Syndicat. Il assure au nom de ses membres la représentation du Syndicat vers l'extérieur et pour toute affaire de droit. En particulier il négocie et signe les 'accords-cadre' avec l'Administration. Il s'acquitte des tâches fixées par les présents statuts et veille au respect de ses dispositions.
- 2 Il désigne le(s) titulaire(s) du(des) poste(s) détaché(s).
- 3 Le Comité exécutif est composé de onze membres:
 - 1 Président, à choisir pour une période de 24 mois, et si possible à tour de rôle à Bruxelles et Luxembourg parmi les adhérent(e)s en règle de cotisation pour l'année en cours;
 - 2 vice-présidents l'un avec lieu de travail à Bruxelles et l'autre avec lieu de travail à Luxembourg;
 - 8 membres dont 4 membres avec lieu de travail à Bruxelles et 4 membres avec lieu de travail à Luxembourg.

Les onze membres du Comité exécutif et quatre membres suppléants (deux membres avec lieu de travail à Bruxelles et deux membres avec lieu de travail à Luxembourg) sont élus à bulletin secret par les adhérents en règle de cotisation pour l'année en cours, selon la procédure fixée par le règlement intérieur.

- 4 Le Comité exécutif ainsi élu, choisit en son sein le président et les deux vice-présidents. Les membres du Syndicat élus au comité du Personnel, mais pas au comité exécutif, participe cependant aux travaux de celui-ci avec voix consultative.

- 5 Les décisions du Comité exécutif sont prises à la majorité simple des membres qui le composent, six membres au moins étant présents.

VI COMMISSION DES LITIGES

- 1 (a) Les adhérents en règle de cotisation pour l'année en cours peuvent élire à bulletin secret une Commission des litiges, composée de trois membres titulaires et trois membres suppléants;
- (b) le mandat de commissaire n'est pas compatible avec celui de membre d'un autre organe du syndicat;
- (c) tout membre de la Commission des litiges partie à un litige ou n'étant pas en mesure, de façon flagrante, d'assurer une totale impartialité est remplacé par un membre suppléant. La décision finale appartient à l'Assemblée générale.
- 2 La Commission des litiges n'est compétente que pour tout litige interne au Syndicat.

VII COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER

- 1 (a) Les membres du Syndicat en règle de cotisation pour l'année en cours peuvent élire à bulletin secret une Commission de contrôle financier composé de trois membres.
- (b) Le mandat de commissaire est incompatible avec ceux du Comité exécutif, trésorier et trésorier adjoint.
- (c) Par une période initiale transitoire de 12 mois, les fonctions des membres de la Commission de contrôle financier peuvent être exercées par une autre syndicat-membre de la Confédération Syndicale Européenne.
- 2 La Commission de contrôle financier a accès à tous les livres, comptes, pièces comptables et autres documents qu'elle juge nécessaires. Un fois par an, elle fait rapport sur la situation financière du Syndicat et la tenue des comptes à l'Assemblée générale, qui accorde la décharge ou arrête les mesures qui s'imposent.
- 3 La Commission de contrôle s'acquitte en outre de toute autre tâche, inspection ou enquête que l'Assemblée générale pourrait lui confier.

VIII ADHESION, DEMISSION, EXCLUSION

- 1 Peuvent faire partie du Syndicat tous les fonctionnaires et autres agents du Parlement Européen (+).

- 2 La demande est soumise à l'approbation du Comité exécutif. En cas de réponse négative de la part du Comité exécutif, le candidat peut faire appel devant la Commission des litiges qui statue en dernier ressort.
- 3 L'adhésion prend effet à la date de réception de la première cotisation.
- 4 L'adhésion cesse:
 - * après notification de la démission par écrit au Comité exécutif;
 - * après un retard de plus de trois mois dans le règlement des cotisations ou autres sommes dues;
 - * en cas d'exclusion aux termes de la procédure disciplinaire prévue à la Section X.
- 5 L'adhésion au syndicat exclut toute autre adhésion à un syndicat des Communautés européennes.

+) Tels que définis par le Statut règlements et réglementations applicables aux fonctionnaires et autres agents de l'Union Européen.

IX DROITS ET DEVOIRS DES MEMBRES

- 1 Tout membre en ordre de cotisation a le droit de contribuer à la définition de la politique syndicale et à la constitution des organes syndicaux, ainsi que de faire connaître ses positions sur toutes affaires intéressant le syndicat, en participant aux Assemblées générales et aux élections syndicales.
- 2 Les adhérents s'engagent à défendre les intérêts du Syndicat, à participer activement à la réalisation de ses objectifs statutaires et à l'exécution des décisions de l'Assemblée générale et du Comité exécutif.

X PROCEDURE DISCIPLINAIRE

- 1 Tout membre dont le comportement est jugé contraire aux statuts ou de nature à nuire aux intérêts du Syndicat peut être soumis, par le Comité exécutif, à la procédure disciplinaire.
- 2 L'intéressé(e) est informé(e) par écrit de la décision du Comité exécutif de le (la) soumettre à la procédure disciplinaire et est invité(e) à s'expliquer.
- 3 Après avoir entendue l'intéressé(e), le Comité exécutif prononce soit le non-lieu, soit l'avertissement, soit l'exclusion.
- 4 La décision du Comité exécutif est notifiée par écrit à l'intéressé(e).

- 5 L'intéressé(e) a la possibilité de faire appel auprès de la Commission des litiges.

XI COLLECTE ET GESTION DES RESSOURCES

- 1 Les ressources du Syndicat sont constituées par les cotisations, donations et autres recettes.
- 2 (a) l'Assemblée générale fixe, sur proposition du Comité exécutif, le montant des cotisations;
- (b) les fonctionnaires et autres agents travaillant à temps partiel acquittent une cotisation entière;
- 3 En cas de besoin, seule l'Assemblée générale peut décider de faire percevoir des cotisations exceptionnelles.
- 4 La gestion des ressources du Syndicat est confiée à un trésorier et un trésorier adjoint nommé par le Comité exécutif et agissant sur ses instructions.
- 5 Le trésorier fait chaque année rapport à l'Assemblée générale sur la gestion financière.

XII RESPONSABILITE CIVILE

La responsabilité civile du Syndicat ou de ses membres est, dans tous les cas, limitée à l'actif appartenant en propre au Syndicat.

XIII DISSOLUTION

- 1 La dissolution du Syndicat peut être décidée par l'Assemblée générale, sous réserve d'être ratifiée par un vote de tous les membres en ordre de cotisation, conformément aux procédures suivantes:
- * introduction auprès du Comité exécutif d'une motion motivée demandant la dissolution et signé par au moins un tiers des membres du Syndicat;
 - * examen de cette motion par l'Assemblée générale et vote à la majorité qualifiée;
 - * l'Assemblée générale décide de la destination des fonds restants après règlement de toutes les créances.

XIV RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS SYNDICALES

- 1 En vue de la défense d'intérêts communs, le Syndicat peut

collaborer avec tout syndicat ou organisation professionnelle dont il reconnaît le caractère représentatif et les principes démocratiques. Il s'efforce notamment d'établir d'étroites relations de travail avec les autres organisations syndicales représentant le personnel des autres institutions communautaires.

- 2 Le Comité exécutif est responsable de la conduite des relations avec les autres organisations syndicales.
- 3 Le Comité exécutif peut, après consultation de l'Assemblée générale signer un accord de coopération avec une ou plusieurs autres organisations syndicales et professionnels du Parlement Européen et s'affilier à un syndicat interinstitutionnel européen. Cette décision engage les deux sections du Syndicat.

XV ELECTIONS INTERNES

- 1 Les élections au Comité exécutif, à la Commission de contrôle financier et à la Commission des litiges ont lieu simultanément tous les deux ans ou dans un délai plus rapproché si l'Assemblée générale en décide ainsi.
- 2 Tous les adhérents du Syndicat à jour de cotisation à la date limite de dépôt des candidatures sont électeurs et éligibles.

XVI REGLEMENT INTERIEUR

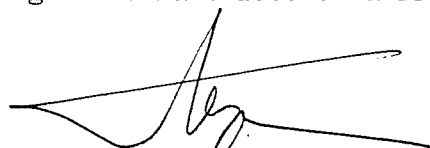
Les présents statuts sont accompagnés d'un règlement intérieur qui en fixe les modalités d'application et est adopté par le comité exécutif.

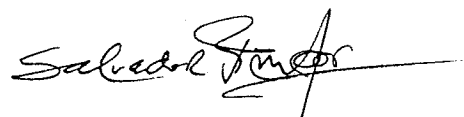
XVII DISPOSITIONS FINALES


- 1 Toute contestation relative à l'interprétation des présents statuts et tous changement, modification ou amendement (de) (à) ceux-ci sont du ressort de l'Assemblée générale.


Les présents statuts ont été adoptés lors l'Assemblée générale constitutive à Luxembourg le 19 mars 1996 et à Bruxelles, le 21 mars 1996


Ronald VAN DER HOEF,

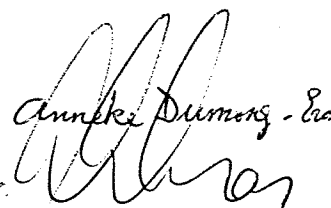

Jean-Louis COUGNON


Salvador PIMPAO


Norbert DECLERCO


Claude FRANCESCHIN

Members du Comité Exécutif


Annick Dumont - Eca

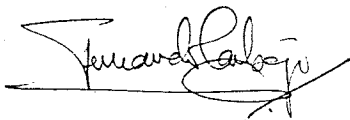
Les soussignés, membres fondateurs de l'Assemblée générale constitutive, réunie à Luxembourg le 19 mars 1996 et à Bruxelles, le 21 mars 1996, ont adopté les Statuts ci-joints, dûment paraphés.

L'Assemblée générale a également élu

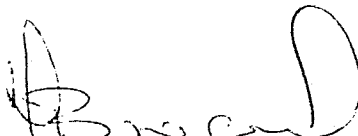
- au Comité exécutif, conformément à l'article V des Statuts, les 11 membres suivants :

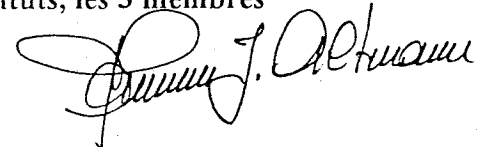
Monsieur Jean-Marie BRAS
Madame Anneke DUMONG-ERAS
Monsieur Ronald VAN DER HOF
Monsieur Claude A. FRANCESCHINI
Monsieur Jean-Louis COUGNON
Madame Christa SCHWAN
Monsieur Salvador PIMPAO
Monsieur Norbert DECLERCK
Monsieur José Mariano COLON Y MORALES
Madame Elfriede TREPESCH

- à la Commission des litiges, conformément à l'article VI des Statuts, les 3 membres suivants :



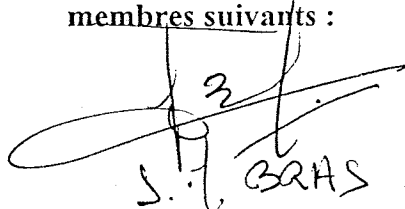
M. Deloris



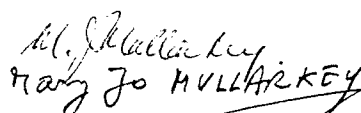


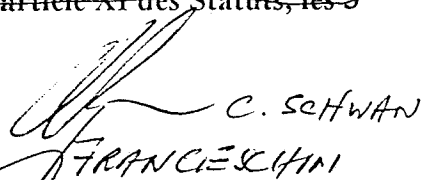
E. Trepesch.

- à la Commission de contrôle financier, conformément à l'article XI des Statuts, les 3 membres suivants :



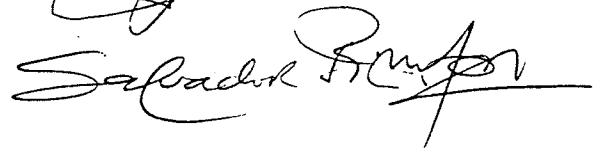
S.-J. BRAS

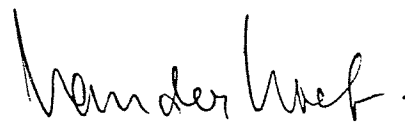

M. Mullarkey
Mary Jo MULLARKEY

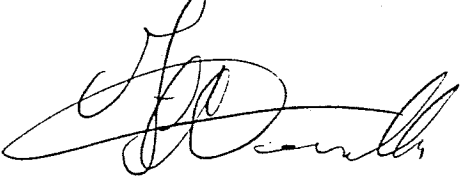

C. SCHWAN
FRANCESCHINI



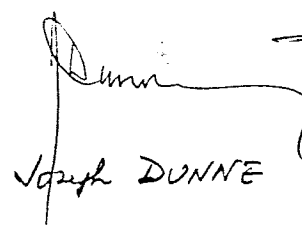
A. ERAS-DUMONG.

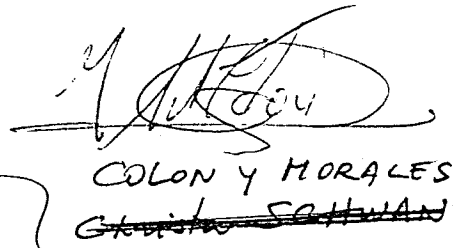

Salvador Pimpa


Vanderhof.



F. MARSELLA


Joseph DUNNE


COLON Y MORALES
~~Christa SCHWAN~~



L. DEBATE.


N. DECLERCK

Kauma PAPADOPOULOU

(Suite au verso →)

Membres fondateurs de “Solidarité européenne - Parlement européen”

Jean Altmann, DG VI, Luxembourg

Jean-Marie Bras, DG VI, Luxembourg, membre du CdP

Michel Brogard, DG VII, Luxembourg

Fernando Carbajo, DG III, Madrid

José Colon Morales DG VI, Bruxelles

Jean-Louis Cougnon, DG III, Luxembourg, membre du CdP

Jean-Louis Debaize, DG III, Bruxelles

Norbert De Clercq DG I, Bruxelles

Marie-Anne Dubois DG V, Bruxelles

Anneke Dumont-Eras DG I, Luxembourg

Joseph Dunne, DG II, Bruxelles ,membre du CdP

Claude Franceschin, DG VI, Luxembourg

Francesco Marsella, DG VI, Luxembourg

Mary-Jo Mullarkey DG I, Bruxelles

Ioanna Papadopoulou DG VII, Bruxelles

Salvador Pimpao DG VI, Bruxelles

Christa Schwan, groupe politique, Bruxelles, membre du CdP

Elfriede Trepesch, DG V, Bruxelles

Ronald van der Hoef, DG VI, Luxembourg